

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 05 AVRIL 2011

DINSDAG 05 APRIL 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 34 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "l'audit, la réforme et la gestion des fonds de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation" (n° 3359)

01.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): En octobre et novembre 2010, nous avons abordé l'audit, la réforme et la gestion des fonds de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC) à l'occasion du licenciement de son directeur et à propos du dossier relatif aux 115 millions d'euros transférés "par erreur" vers le Trésor public.

Le ministre de la Justice avait mis en avant la rédaction d'un plan d'action en vue de remédier aux problèmes relevés à la suite du rapport définitif de l'audit. Il avait annoncé des mesures pour assurer la fiabilité de la banque de données, pour mettre en œuvre un nouveau processus de travail uniforme, pour réorganiser en interne le service et instaurer un contrôle interne.

Le 18 juin 2008, vous aviez annoncé l'intention de l'OCSC de lancer un marché public relatif à la gestion de ses avoirs bancaires.

Où en est la procédure en justice entreprise à l'égard de l'État belge par le directeur sortant de l'OCSC suite à son licenciement? Quel organe a-t-il réalisé l'audit de l'OCSC? Cet audit est-il terminé? Où en est le plan d'action?

Quel est le montant actuellement conservé sur les comptes de l'OCSC? Où en est le mandat bancaire relatif à la gestion des avoirs gérés par l'OCSC? Un nouveau marché public a-t-il été lancé?

01.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Devant le Conseil d'État, M. Francis Desterbeck réclame, dans une enquête unique, la suspension de l'exécution et l'annulation de l'arrêt ministériel du 18 octobre 2010 relatif à sa démission comme directeur de l'OCSC.

Le 28 décembre 2010, notre conseil a déposé une note. L'auditeur avait déposé un rapport qui nous était favorable. Le Conseil d'État a rendu, le 24 mars 2011, un arrêt dans lequel la demande de suspension a été rejetée.

L'audit est terminé pour les années 2003 à 2009 et se poursuit pour l'année 2010.

Les conclusions principales étaient le manque de suivi des extraits bancaires et les placements erratiques. De nombreux dossiers ne sont pas en ordre. En matière de placements, l'OCSC est sorti de son rôle. L'absence d'une vraie équipe de direction et les carences en gestion financière témoignent d'une problématique d'ensemble en termes de structures, d'organisation, de compétences, de méthodes et d'outils de gestion.

Le 1^{er} décembre 2010, il a été demandé au directeur adjoint de l'OCSC de transmettre son plan d'action, de donner son point de vue à propos des risques financiers liés aux placements de l'OCSC et de s'expliquer sur la gestion à valeur constante des portefeuilles titres en saisie.

Le plan d'action, transmis le 8 décembre, indique que, dès l'annonce de la démission du directeur, un nombre limité d'initiatives ont été prises en vue de remédier à la situation et qu'après lecture de l'audit, des procédures ont été instaurées afin de répondre à certaines des recommandations.

Une feuille de route a été mise au point, qui définit des priorités et des modalités d'intervention.

L'ensemble des problématiques liées à l'OCSC fait l'objet d'un suivi mensuel par un comité de concertation qui se réunit sous la direction de la cellule stratégique.

Au 31 décembre 2010, un montant de 277 660 932,45 euros se trouve sur les comptes de l'OCSC. La collaboration entre l'OCSC et ING Banque se poursuit. Le montant de 115 millions d'euros a été reversé le 30 décembre 2010 à la Caisse des dépôts et consignations.

Aucun marché public n'a été lancé dans la mesure où, à la demande du ministre des Finances, des modalités concrètes doivent être examinées aux fins d'aboutir à une collaboration permanente entre l'OCSC et la Caisse des dépôts et consignations.

01.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Même si des améliorations semblent en cours, je ne suis pas sûr que les problèmes soient totalement résolus. Un rapport de la Cour des comptes est assez critique à l'égard de l'Organe.

Alors que vous m'aviez informé en 2008 qu'il y aurait un nouveau marché public pour changer d'organe bancaire, je constate également que ce marché n'a pas été mis en œuvre.

L'incident est clos.

02 Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "la poursuite du procès dit de Croÿ" (n° 3360)

02.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): En vertu de l'article 304 du Code judiciaire et relativement au procès de Croÿ, la présidente de la 49^e chambre risque de devoir se déporter. Cet article prévoit en effet que "le juge, le juge de complément ou suppléant, le magistrat du ministère public, le greffier ou le référendaire près la Cour de cassation doit s'abstenir, sous telle peine disciplinaire que de droit, s'il est conjoint, parent ou allié en ligne directe ou au second degré en ligne collatérale de l'avocat ou du mandataire de l'une des parties". Le législateur n'a cependant pas prévu le cas où, comme ici, le problème de conflit d'intérêts se poserait *a posteriori*, dans un dossier complexe qui a nécessité un lourd travail d'analyse, par l'irruption d'un membre de la famille en tant qu'avocat de la défense.

Confirmez-vous mon interprétation relativement à l'esprit de l'article 304 du Code judiciaire? D'autres cas identiques se sont-ils produits dans notre histoire judiciaire ou s'agit-il d'une première? N'y a-t-il pas lieu de modifier le Code afin de donner une interprétation plus claire de l'article 304?

Le ministre de la Justice m'a indiqué espérer que l'Ordre des avocats du Barreau de Bruxelles oblige l'avocat Jansen à se déporter pour des raisons de loyauté et de déontologie. Il m'a également annoncé que la Conférence permanente des chefs de corps de l'Ordre judiciaire avait été saisie de cette question (voir *Compte rendu analytique* 53 COM 148, p. 40-42).

De nouveaux contacts ont-ils eu lieu, depuis le 1^{er} mars, avec l'Ordre des avocats du Barreau de Bruxelles? Quelle a été la conclusion de la réunion de la Conférence permanente des chefs de corps de l'Ordre judiciaire? Qu'en est-il du maintien de la juge Baudri et quel est le rôle du Conseil de l'Ordre dans le dossier?

Estimez-vous que le Conseil de l'Ordre, en ne remettant pas en question la désignation tardive de maître Jansen, respecte ses missions légales? Dans ce cas, il s'agit d'un dossier important de fraude fiscale. Il faut agir pour éviter d'aboutir à la forclusion du dossier.

02.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Quant à l'interprétation de l'article 304 du Code judiciaire, aucun cas analogue ne s'est présenté à Bruxelles.

Il y aurait lieu de modifier cet article afin d'éviter des précédents à l'instar du cas dont il est question, qui peut être considéré comme une atteinte injustifiée à la loi de continuité du service public. Au demeurant et, de manière regrettable, il ressort clairement de l'interprétation de cet article 304 que le législateur n'a pas prévu ce cas de figure. J'ai chargé mon administration de rechercher une éventuelle jurisprudence au sujet de cet article. Le cas échéant, il me semble opportun de prendre une initiative législative pour le modifier.

Une telle modification ne me paraît pas incompatible avec la déontologie de la profession d'avocat ou la liberté de choix de l'avocat par le justiciable.

Le 7 mars 2011, un nouveau courrier a été adressé par le procureur général près la cour d'appel de Bruxelles à l'Ordre des avocats du Barreau de Bruxelles. À ce jour, aucune suite n'y a été réservée. L'affaire de Croÿ a été remise au 4 mai 2011. La Cour de cassation ne s'est pas encore prononcée sur le pourvoi introduit contre l'arrêt de la cour d'appel de Bruxelles déclarant la requête en récusation de la juge Baudri irrecevable.

Lors de la Conférence permanente des chefs de corps, le 24 mars 2011, le procureur général près la Cour de cassation a proposé d'évoquer la question au comité parlementaire chargé du suivi législatif. Le Conseil de l'Ordre a eu son attention attirée par le procureur général de Bruxelles sur le grave précédent que constituait l'incident. L'avocat de l'État belge a saisi le Conseil de l'Ordre du Barreau de Bruxelles à deux reprises. À ce jour, aucune suite n'a été donnée au courrier du procureur général du 7 mars 2011.

Il n'appartient pas au ministre de se mettre à la place du Conseil de l'Ordre. Je demande au procureur général près la cour d'appel de Bruxelles de me tenir au courant de cette affaire.

02.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Si aucune initiative ne vient du gouvernement, je peux m'engager avec mon collègue Van Hecke ici présent à déposer très rapidement un texte. En attendant, l'affaire est toujours en cours et je suis particulièrement inquiet des délais de forclusion. Je pense qu'il est aussi de la responsabilité de l'Ordre des avocats d'agir pour que la justice puisse être rendue.

L'incident est clos.

03 Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "les conclusions et suites de sa visite à la prison de Namur" (n° 3361)

03.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): La prison de Namur, où s'est récemment rendu le ministre de la Justice, se caractérise par sa taille humaine, son architecture en étoile, sa politique carcérale axée sur la réinsertion future des détenus, sa situation centrale et sa proximité des transports en commun, son acceptation par les riverains et son intégration dans son milieu de vie. Mais elle se caractérise aussi par une certaine vétusté, qui engendre des problèmes de confort et de sécurité, tant pour le personnel que pour les détenus.

Selon le *masterplan* pour les prisons, cet établissement est appelé à disparaître au profit des prisons à construire à Marche et Sambreville. C'est ce qu'avait annoncé le ministre de la Justice, il y a quelques mois.

Quelles sont les conclusions de la visite du ministre de la Justice à la prison de Namur? À la suite de sa visite, des investissements seront-ils consentis dans cette prison, pour l'équipement ou l'entretien de l'infrastructure, et dans quels délais? Le ministre ne remet-il pas en question le projet de suppression de cet établissement? Où en est la mise en œuvre du *masterplan* pour les prisons à construire à Marche et à Sambreville?

03.02 Carl Devlies, secrétaire d'État, au nom de M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice (*en français*): J'ai rendu visite à la prison de Namur le 28 février 2011. Cette visite a mis en évidence les interventions nécessaires. Les difficultés et l'infrastructure obsolète nous ont amenés à décider de la fermeture de l'institution et de la construction d'une nouvelle prison.

Entre-temps, nous devons continuer dans l'institution existante. J'ai donc établi un plan d'action pour Namur et l'ai transmis à mon collègue en charge de la Régie des Bâtiments. Ce plan regroupe des dossiers urgents et prioritaires destinés à améliorer l'ambiance de travail, la sécurité et l'environnement des détenus. J'ai

demandé à M. Reynders d'accorder la plus haute priorité à ce dossier et aux travaux nécessaires pour que la prison de Namur fonctionne convenablement. Concernant le calendrier des travaux, je vous renvoie à M. Reynders.

Le *masterplan* est en cours. La construction des quatre premières prisons a été lancée et le soumissionnaire préférentiel a été désigné. Les négociations finales ont commencé et les entreprises sélectionnées préparent des projets.

Sambreville figurait initialement dans le premier paquet. À la suite de problèmes, il y a eu un échange avec Marche-en-Famenne.

Les deux dernières années, on a étudié quelques sites à Sambreville et la préférence de la ville allait au site de Saint-Gobain, qui présente des éléments positifs (proximité des établissements de Justice et accessibilité), mais aussi de sérieux risques techniques, écologiques, environnementaux et de sécurité (pollution, dénivelée, activités alentour, etc.). Vu cette analyse, le site ne peut être accepté. La recherche d'un autre site continuera.

03.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le ministre est allé sur place et a décidé d'un plan d'action pour la prison de Namur. Il me reste à interpeller le ministre en charge de la Régie des Bâtiments pour qu'il accorde autant d'importance au dossier. Peut-être faudrait-il aussi l'inviter sur place?

Sur la mise en œuvre du *masterplan*, je ré-interrogerai les deux ministres sur les qualités énergétiques des bâtiments à construire, mais je m'interroge aussi sur la communication du ministre de la Justice au sujet de la prison de Sambreville. Un jour, on affirme continuer à négocier avec la Région wallonne pour la dépollution des sols et, le lendemain on dit que l'idée est abandonnée. Il faut plus de clarté et de constance à l'égard des autorités locales et des riverains.

Si j'en crois votre réponse, le projet à Sambreville est "mort et enterré". Ce n'était pas le sens des derniers échanges entre le ministre de la Justice et les ministres wallons. En attendant, je confirme l'intérêt d'assurer un minimum de confort et d'investissements dans la prison de Namur. Les travailleurs et détenus le méritent!

L'incident est clos.

04 Question de Mme Linda Musin au ministre de la Justice sur "l'application de l'article 19, § 2, de la loi du 2 juin 2010 modifiant le Code civil afin de moderniser le fonctionnement des copropriétés et d'accroître la transparence de leur gestion" (n° 3531)

04.01 Linda Musin (PS): À l'article 577-4, § 1^{er}, du Code civil, je cite: "L'acte de base et le règlement de copropriété, qui constituent les statuts de l'immeuble ou du groupe d'immeubles bâtis, ainsi que toute modification apportée à ceux-ci, doivent faire l'objet d'un acte authentique."

La loi du 2 juin 2010 a ajouté certaines obligations. Des divergences de vue semblent exister entre le monde notarial et les syndicats quant à l'obligation faite de constater les exigences de la nouvelle loi et, plus spécialement, celles résultant de l'article 577-4, § 1^{er}, par un acte authentique.

Les remarques de la part des copropriétaires adressées aux syndicats témoignent de ce que les dépenses engendrées par les nouvelles législations déséquilibrent dangereusement certains budgets et mettent parfois réellement en péril les finances familiales. Dans ce contexte, la moindre économie n'est pas négligeable.

Pouvez-vous confirmer que les obligations nouvelles résultant de l'article 577-4, § 1^{er}, ne doivent pas être constatées par un acte authentique? Ou, à l'inverse, pouvez-vous nous dire quelles seraient les dispositions nouvelles apportées par la loi du 2 juin 2010 qui doivent obligatoirement faire l'objet d'un acte authentique?

04.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): L'article 19, § 2, de la loi du 2 juin 2010 dispose que le syndic est tenu de soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la loi, une version de l'acte de base principal, du règlement de copropriété et du règlement d'ordre intérieur adaptés aux articles 577-3 à 577-14 du même Code. Le syndic est donc chargé d'une obligation de coordination.

Le texte adapté du règlement de copropriété ne requiert pas l'établissement d'un acte authentique. L'association de copropriétaires peut toutefois en décider autrement. Si l'acte de base doit être modifié, la version coordonnée doit être reprise avec la modification dans l'acte authentique.

04.03 Linda Musin (PS): Tout repose donc sur la modification de l'acte de base. La multiplication des actes représente pour les notaires un surcroît de travail et donc une source de bénéfices supplémentaires.

L'incident est clos.

05 Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "la tolérance en matière d'excès de vitesse dans la Région de Bruxelles-Capitale" (n° 3635)

05.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Les radars automatiques dans la zone de police Bruxelles-Ouest ont été programmés pour flasher à partir de 56 km/h en zone 30 et de 76 km/h dans les zones où la vitesse est limitée à 50 km/h, sans quoi le nombre de procès-verbaux non traités serait trop important. Le procureur est évidemment libre de définir la politique de poursuite qu'il juge bon mais n'est-ce pas là faire preuve de beaucoup de laxisme à l'égard de la législation routière?

Le ministre peut-il confirmer cet état de fait? Cette approche est-elle valable dans toute la Région de Bruxelles-Capitale ou dans cette zone de police uniquement? Un écart de quasi 30 km/h se justifie-t-il? Comment les radars automatiques sont-ils réglés dans les autres zones de police ou arrondissements? Qui décide du réglage des radars automatiques?

05.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): La politique criminelle en la matière figure dans la circulaire du Collège des procureurs généraux, COL11/2006, telle qu'elle a été revue le 27 août 2007. Ces directives ne diminuent aucunement le pouvoir d'appréciation du procureur du Roi.

L'énorme accroissement du nombre de constats a contraint le parquet de Bruxelles à examiner leur incidence sur la chaîne pénale. Le parquet doit s'aligner, en effet, sur la capacité des tribunaux de police et des services d'exécution des peines. Ce point est l'objet d'une concertation, chaque mois, entre le parquet, les zones de police bruxelloises et la Région de Bruxelles-Capitale. Le procureur du Roi n'intervient pas dans le réglage des radars. La politique du parquet de Bruxelles n'est certainement pas laxiste, puisque les dossiers relatifs aux excès de vitesse sont établis dans un délai de deux mois.

Si l'augmentation du nombre de constats se poursuit, une solution devra être dégagée pour que le délai de traitement reste raisonnable. Dans ma note sur l'exécution des peines, j'ai proposé d'inverser l'initiative procédurale et de conférer un titre exécutoire à la transaction, dans certaines conditions. Le Collège des procureurs généraux a développé une proposition dans ce sens, qui est actuellement à l'étude auprès du service Législation. L'avis du secrétaire d'État Schouppe, ainsi que des polices locale et fédérale, a aussi été demandé.

Le Collège a mentionné la coordination de la lutte contre la fraude parmi les douze fondements. On y trouve aussi une proposition relative à la perception immédiate, l'injonction de payer et une inversion de l'approche en matière de perception immédiate.

05.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Si un problème de capacité se pose, quelqu'un a bien dû souffler aux services de police de ne pas se montrer trop sévères. Le procureur a-t-il donné ce signal?

Qui a finalement pris cette décision et a-t-elle été suggérée par le procureur du Roi? Il est honteux d'autoriser des vitesses de 56 km par heure dans une zone 30 et de 76 km par heure dans une zone 50. L'absence d'intervention est inadmissible.

05.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): J'admets que la réponse est incomplète, mais d'éventuelles décisions sont prises dans le cadre de la concertation mensuelle entre le parquet bruxellois, les zones de police de Bruxelles et la Région de Bruxelles-Capitale.

05.05 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Tout se passe dès lors avec la bénédiction du procureur du Roi

qui ressortit à la compétence du ministre de la Justice qui est par conséquent également politiquement responsable.

05.06 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je répète qu'il n'y a aucune intervention personnelle du procureur du Roi. Pour ce qui est des questions sur les vitesses précises, je vérifierai et communiquerai la réponse à la commission.

L'incident est clos.

06 Question de M. André Frédéric au ministre de la Justice sur "l'état des bâtiments de la prison de Verviers" (n° 3644)

06.01 André Frédéric (PS): Le ministre de la Justice, qui s'est rendu sur place avec le secrétaire d'État au Budget, a reconnu qu'un grand nombre de problèmes apparaissaient clairement au niveau du bâtiment de la prison de Verviers, allant jusqu'à permettre des évasions, mais que la stabilité du bâtiment ne serait pas compromise. Une étude a été commandée par la Régie des Bâtiments à un bureau d'architectes.

Dans la réponse à une question posée par M. Landuyt le 22 mars, plusieurs options étaient envisagées: une rénovation de l'actuel bâtiment ou la construction d'un nouveau bâtiment sur un autre site (voir *Compte rendu analytique* 52 COM 163, p. 2-3). Cette déclaration, fortement médiatisée dans la région verviétoise, a provoqué de nombreuses réactions, dont celle du bourgmestre qui, à aucun moment, n'a été consulté à ce propos, ni invité lors de la visite du ministre...

Comment le ministre de la Justice explique-t-il que, depuis 2008, la Régie des Bâtiments n'a, à aucun moment, informé son ministre de tutelle ou les collaborateurs du SPF Justice de l'état dans lequel se trouve cette prison? Comment expliquer qu'à aucun moment, le bourgmestre de Verviers n'a été informé ou associé à l'état des lieux réalisé sur place? Le ministre compte-t-il, à l'avenir, prendre l'avis des bourgmestres des communes concernées par la construction d'un éventuel nouveau bâtiment?

06.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): La réponse à cette question étant formulée à la première personne, je suppose que le ministre l'a rédigée lui-même.

Il existe nombre de problèmes à la prison de Verviers et des travaux doivent être réalisés d'urgence à de nombreux endroits du bâtiment (risque de chute de pierres, humidité, façades affaiblies).

Quant à la Justice, la sonnette d'alarme a été tirée fin décembre par le directeur de la prison de Verviers (jusque là, nous n'avions pas connaissance de la gravité de la situation). Fin février, il devint évident qu'il fallait remédier de toute urgence à la situation. Nous sommes entrés en action immédiatement. Pour les autres questions, je vous renvoie à mon collègue compétent pour la Régie des Bâtiments.

J'ai pu constater sur place les problèmes d'infrastructure. Il n'est pas d'usage d'impliquer un bourgmestre dans une visite de travail. S'il apparaît qu'il faut construire un nouveau bâtiment, le bourgmestre en sera certainement informé en temps utile.

06.03 André Frédéric (PS): Quand on vient constater des problèmes aussi graves dans une prison, il ne serait ni anormal ni inélégant de communiquer ces informations au bourgmestre de la ville.

Des projets d'implantation ont déjà été évoqués dans plusieurs communes. Je souhaiterais que, le cas échéant, le bourgmestre concerné soit informé.

L'incident est clos.

07 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "le Cannabis Social Club" (n° 3651)

07.01 Bert Schoofs (VB): Le Cannabis Social Club, une association anversoise, autorise apparemment ses membres à cultiver individuellement un plant de cannabis qui est ensuite muni d'une carte comportant le nom du futur consommateur.

Existe-t-il effectivement une politique de tolérance permettant à l'association et à ses membres d'échapper aux poursuites judiciaires? Quelle est l'origine de cette politique? Dans la négative, quand des sanctions seront-elles prises à l'égard de cette association?

07.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Quelque 950 cas de culture ou de plantations de cannabis ont été signalés à la police en 2010. Aucun ne concernait toutefois le Cannabis Social Club. L'ASBL Trekt Uw Plant, qui se définit comme un club social de consommation de cannabis, affirme haut et fort que la culture collective pour la consommation individuelle n'est pas passible de poursuites. L'ASBL se réfère à cet effet à la directive commune de 2005 du ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux sur les priorités établies dans le cadre de la politique de recherches et de poursuites en matière de drogues. Le degré de priorité en matière de poursuites dépend de la possession de cannabis, pour consommation personnelle ou non.

Ce qui est en cause ici, c'est le fait que la consommation de stupéfiants d'un tiers est facilitée. C'est ce fait qui est constitutif d'une infraction. Par conséquent, l'objectif poursuivi par cette association est manifestement exclu de la définition de la directive si bien que les faits concernés donnent bien lieu à des poursuites. Toutefois, aucune plantation n'a encore été découverte à ce jour quoique l'ASBL affirme disposer de deux ou trois sites. Cette ASBL ainsi que ses responsables ont déjà fait l'objet de poursuites pénales à Anvers. Dans son arrêt du 26 juin 2008, la cour d'appel d'Anvers a estimé que les faits étaient prescrits après avoir estimé qu'ils relevaient de la possession à des fins de consommation personnelle. Une autre affaire concerne certaines actions de protestation de cette ASBL mais, selon la cour d'appel d'Anvers, il n'a pu être prouvé que les prévenus ont aussi incité réellement à la consommation de stupéfiants.

07.03 Bert Schoofs (VB): Hélas, le ministre opte une fois de plus pour la priorité la plus basse en matière de poursuites. L'association concernée commet manifestement une erreur d'interprétation. J'espère dès lors que l'on continuera de poursuivre de façon cohérente les responsables de cette association et que l'on tentera de les prendre en flagrant délit d'exploiter des plantations. Si l'on y réussit, ces plantations devront être démantelées sur-le-champ.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la reconnaissance mutuelle de jugements répressifs au sein de l'Union européenne" (n° 3663)

08.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Les établissements pénitentiaires belges surpeuplés abritent quelque 11 000 détenus. La moitié ne sont pas de nationalité belge. La décision-cadre du Conseil européen du 27 novembre 2008 en matière d'application du principe de la reconnaissance mutuelle des jugements en matière pénale offre la possibilité de faire purger leur peine aux ressortissants d'un autre État membre de l'UE dans leur pays d'origine. Avant le 5 décembre 2011, tous les États membres devront satisfaire aux dispositions de la décision.

Notre pays aura-t-il transposé le texte pour le 5 décembre?

08.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): En effet, la Belgique devrait satisfaire aux dispositions de la décision-cadre du 27 novembre 2008 avant le 5 décembre 2011. Il est difficile de prévoir dans quelle mesure la situation politique actuelle influencera le calendrier et le déroulement des préparatifs. Toutefois, il est clair que les initiatives nécessaires seront prises. Le service Droit pénal européen du SPF Justice prépare actuellement un projet de loi destiné à mettre en œuvre la transposition de la décision-cadre qui, selon le planning, devrait être finalisée dans quelques semaines. Ensuite, la procédure législative classique pourra être lancée. Il y a lieu, notamment, de désigner l'autorité compétente pour prendre connaissance des demandes de transfèrement. Ajoutons qu'il reste à organiser des consultations avec les instances judiciaires. La transposition ne devrait pas poser de problèmes insurmontables.

08.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Espérons que ce point soit rapidement inscrit à l'ordre du jour. Si des ressortissants d'autres pays européens ne doivent plus séjourner dans nos prisons, un pas important sera accompli dans la bonne direction.

L'incident est clos.

09 Question de M. Laurent Devin au ministre de la Justice sur "la charge de travail que représentent certaines enquêtes judiciaires pour les zones de police" (n° 3732)

09.01 Laurent Devin (PS): Toutes les infractions retenues par les parquets sont sujettes à des enquêtes et devoirs complémentaires. En fonction du nombre, de la précision ou de la complexité de ces enquêtes, les procédures s'allongent souvent et les demandes de devoirs complémentaires aboutissent parfois à un "classement vertical".

Ces dernières années, les relations entre avocats et magistrats ont pu être rationalisées grâce au calendrier d'échanges de conclusions. Ne pourrait-on mettre en place le même genre d'outil entre la police et le parquet? Vos services ont-ils déjà envisagé d'aider les zones de police à répondre aux demandes des parquets? Les parquets ne pourraient-ils être invités à limiter leurs demandes?

09.02 Carl Devlies, secrétaire d'État, au nom de M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice (*en français*): De nombreuses initiatives ont été prises pour utiliser au mieux les capacités judiciaires disponibles en réduisant les tâches administratives confiées à la police grâce à une coordination des enquêtes judiciaires et à la prohibition des devoirs d'enquête inutiles.

Ainsi, la directive du ministre de la Justice du 20 février 2002 a-t-elle établi la répartition des tâches, la collaboration, la coordination et l'intégration entre la police locale et la police fédérale pour les missions de police judiciaire.

Les techniques de l'enquête policière d'office et du procès-verbal simplifié ont été officialisées par le Collège des procureurs généraux dans une circulaire du 15 juin 2005.

Le législateur a fait sortir certaines contraventions du champ pénal par la loi du 17 juin 2004 modifiant la nouvelle loi communale, tout en organisant un système de sanctions administratives communales.

La loi du 7 février 2003 a instauré l'imposition d'un ordre de paiement par le procureur du Roi en raison de certaines infractions de roulage.

Par la circulaire du 18 mai 2010, le Collège des procureurs généraux a décidé que, pour les affaires importantes et complexes, des accords clairs seront conclus sur la délimitation de l'objet, de la capacité à mettre en œuvre et de la durée des enquêtes.

L'allègement et la simplification de certaines tâches administratives de la police locale font l'objet d'une directive conjointe des ministres de l'Intérieur et de la Justice du 1^{er} décembre 2006. Le SPF Intérieur a commandité en 2010 une recherche scientifique auprès de l'Université de Gand, pour faire l'inventaire des tâches confiées par la loi à la police. Enfin, la loi du 6 avril 2010 a déchargé les corps de police locale de tâches dans ce domaine en alignant le mode de signification en matière pénale sur celui usité en matière civile.

09.03 Laurent Devin (PS): Je vous invite à continuer dans cette direction. Je connais le fonctionnement interne de la police locale. Les relations peuvent devenir encore plus efficaces pour le bien-être de nos citoyens.

L'incident est clos.

10 Question de M. Laurent Devin au ministre de la Justice sur "les amendes de roulage payées en double" (n° 3733)

10.01 Laurent Devin (PS): Le rapport du Médiateur fédéral épinglait les amendes de roulage payées deux fois. Elles s'élèvent à 400 par jour. Le montant indûment perçu par les autorités est estimé à 2,5 millions d'euros.

Le justiciable est-il prévenu qu'il a payé une deuxième fois la même amende? Si ce n'est pas le cas, quelle est la procédure à suivre par le justiciable? Comment expliquer les longs délais nécessaires au traitement de

leur demande de remboursement?

10.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): J'imagine que vous parlez du paiement des perceptions immédiates. Ces inconvénients majeurs ont déjà été maintes fois évoqués par les représentants de la cellule d'expertise Circulation routière du Collège des procureurs généraux. Ils résultent de l'automatisation insuffisante de la procédure de paiement des perceptions immédiates. Ils devraient être corrigés par un processus de traitement permettant le remboursement automatique à l'intéressé. Aujourd'hui, l'alternative consiste à s'adresser au bureau local des recettes domaniales et amendes pénales.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de la Justice sur "le trop grand nombre d'enfants et adolescents mis en observation" (n° 3735)

11.01 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Un courrier du groupe de concertation "Jeunes" de la Plate-forme namuroise de concertation en santé mentale signale une utilisation abusive et excessive de la procédure de mise en observation d'enfants et d'adolescents, qui de plus ne répond pas aux critères prévus.

J'ai interrogé la ministre de la Santé à ce sujet le 16 mars dernier (voir *Compte rendu analytique* 53 COM 160, p. 10-12). Elle m'a répondu que "la décision de placer en observation ainsi que la décision relative au lieu de mise en observation dépendent de la Justice". Elle a également déclaré que ces problèmes seraient abordés dans le cadre de l'évaluation des "lits FOR K". Cependant, une évaluation de l'application de la loi de 1990 et, éventuellement, une modification de celle-ci serait de la compétence de la Justice.

En vertu de l'avenant au "protocole FOR K" de décembre 2008, six nouvelles unités de huit lits de traitement intensif ont été créées et doivent être accessibles aux jeunes placés en vertu de la loi du 26 juin 1990. Lors de la Conférence interministérielle du 20 décembre dernier, il a été décidé d'évaluer le "protocole FOR K".

Avez-vous reçu ce courrier du groupe de concertation et, si oui, que lui avez-vous répondu? Êtes-vous informé de ces dérives de mises en observation et avez-vous pris des mesures? Cet aspect est-il prévu dans l'évaluation du projet-pilote "FOR K"? Une évaluation de l'application de la loi de 1990 est-elle prévue et des modifications sont-elles déjà identifiées? Avez-vous des pistes de solutions?

11.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Je propose de vous transmettre ma réponse par écrit vu qu'elle est très longue et très technique.

11.03 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Dans ce cas, il vaut mieux me donner les documents. La question devra dès lors probablement être transformée en question écrite?

La **présidente**: La question est déjà posée.

11.04 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Je propose alors d'annuler ma question.

11.05 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Votre question sera encore traitée comme une question écrite. Par conséquent, elle sera publiée.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Valérie De Bue au ministre de la Justice sur "les commissions de surveillance au sein des établissements pénitentiaires" (n° 3803)

12.01 Valérie De Bue (MR): Chaque établissement pénitentiaire est doté d'une commission de surveillance qui a pour objectif de contrôler la manière dont les détenus sont traités et de veiller au respect des règles les concernant. À la prison de Bruges, cette commission n'existe plus.

Est-ce le cas dans d'autres prisons? Comment comptez-vous assurer le contrôle effectif des établissements pénitentiaires? Avez-vous un plan pour renforcer le Conseil national?

12.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en français*): Trois prisons ne possèdent pas de commission de surveillance: Bruges, Ruiselede et Dinant. Concernant les prisons de Bruges et de Ruiselede, tous les membres de la première commission de Bruges-Ruiselede ayant démissionné en bloc, le Conseil central de surveillance pénitentiaire a pris des initiatives pour reconstituer celle-ci. Ses premières initiatives ayant été vaines, il a, avec succès, contacté le premier président de la cour d'appel de Gand et le conseil provincial de l'Ordre des médecins de Flandre occidentale. À la suite de ces démarches, une réunion a été organisée le 23 mars 2011 à la cour d'appel de Gand. Grâce à cette rencontre, le CCSP est actuellement saisi de douze candidatures. Il statuera sur celles-ci lors de sa réunion de demain.

Quant à la commission de surveillance d'Ypres, les membres magistrats et médecin ont été atteints par l'actuelle limite d'âge; le médecin s'est engagé à trouver un successeur.

Pendant de nombreuses années, il n'a existé qu'une seule commission de surveillance pour les prisons de Dinant et de Saint-Hubert. Sur proposition du CCSP, le ministre de la Justice a pris un arrêté ministériel le 7 février 2011. En raison de cette décision, il faut constituer deux commissions. Le nécessaire a déjà été fait pour Saint-Hubert. Pour Dinant, les préparatifs sont en cours.

Suite au dernier rapport annuel du CCSP, pour l'année 2007, les recommandations ont été discutées avec le conseil de la DG des Établissements pénitentiaires lors de plusieurs réunions. Le ministre lui-même a rencontré le président et les membres du CCSP ainsi que les membres des commissions de surveillance de toutes les prisons. Entre-temps, la plupart des recommandations mentionnées dans le rapport ont été prises en compte.

Le CCSP va déposer sous peu son rapport pour les années 2008 à 2010. À l'occasion de la présentation de ce rapport, le ministre rencontrera à nouveau le Conseil.

12.03 Valérie De Bue (MR): Le médiateur attire l'attention sur le traitement des plaintes. Des arrêtés d'exécution devraient encore être pris et ils ne le sont toujours pas. Il faut compléter le cadre légal. Ce rapport est aussi intéressant dans la mesure où il attire l'attention sur le manque de moyens du Conseil central de sécurité pénitentiaire.

L'incident est clos.

La **présidente**: De commun accord, la question n° 3831 de Mme Becq est transformée en question écrite.

13 Question de M. Ben Weyts au ministre de la Justice sur "la remise en liberté du gangster qui avait tiré sur un policier" (n° 3842)

13.01 Ben Weyts (N-VA): La libération du gangster qui a tiré sur un policier fin novembre 2009 a choqué une grande partie du monde policier.

Le paiement d'une caution et l'interdiction de quitter le pays constituaient-elles les seules conditions de libération? Qui a réclamé cette libération? Le ministère public s'y est-il opposé? Quelles sont les personnes qui ont été averties de la libération?

L'année dernière, le Collège des procureurs généraux aurait rédigé une circulaire prévoyant que de tels crimes doivent faire l'objet de poursuites effectives et sévères.

Dans ce contexte, que pense le secrétaire d'État de cette libération?

13.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le 15 juin 2010, un mandat d'arrêt a été décerné par le juge d'instruction. Il a été levé le 15 mars 2011 aux conditions suivantes: le versement d'une caution de 2 500 euros, l'interdiction de se rendre à l'étranger, l'obligation de signaler immédiatement aux enquêteurs tout changement de domicile et l'obligation pour le suspect de se présenter immédiatement, lorsqu'il en reçoit la demande, dans le cadre de tout devoir d'enquête et de tout acte de procédure. La loi relative à la détention préventive ne prévoit aucun recours contre pareille décision du juge d'instruction.

Le 22 mars 2011, la chambre du conseil a décidé de libérer immédiatement l'intéressé à condition qu'il verse

la caution de 2 500 euros et qu'il respecte les autres conditions imposées. Le ministère public a interjeté appel de cette décision.

Le 25 mars 2011, la preuve de paiement de la caution a été présentée. Le procureur général considère qu'après paiement de la caution, l'intéressé doit être remis en liberté compte tenu de la décision du juge d'instruction, contre laquelle aucun recours n'est possible. La chambre du conseil et la chambre des mises en accusation ne peuvent pas, dans pareil cas, alourdir la situation de détention de l'intéressé.

Le juge d'instruction a informé de sa décision le directeur de la police judiciaire fédérale à Hasselt, le service de police en charge de l'enquête, le service CGO/CGOT/G à Bruxelles et la direction de la prison, le 15 mars 2011.

Le Collège des procureurs généraux a effectivement rédigé le 26 février 2008 une circulaire concernant les violences à l'égard de personnes investies d'une charge publique ou qui remplissent une mission de service public ou d'intérêt général en contact avec le public.

Enfin, les faits en question font l'objet d'une enquête judiciaire encore en cours.

13.03 Ben Weyts (N-VA): Le moins que l'on puisse attendre, c'est une circulaire, non seulement pour les victimes qui occupent des fonctions d'autorité, mais également pour l'ensemble des victimes.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "l'éventuelle manipulation boursière concernant l'action BNB" (n° 3850)

14.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Une série d'opérations boursières auraient été réalisées en 2008 et 2009 avec les actions de la Banque nationale de Belgique en recourant à des techniques visant à influencer négativement les cours de clôture. Les responsables auraient également opéré des transactions hors bourse avec un très grand nombre d'actions sans se conformer à la législation applicable en matière de transparence. Aucune enquête approfondie n'a encore été réalisée à ce sujet, la CBFA ayant particulièrement tardé à s'y employer, alors même qu'une telle enquête aurait été de nature à clarifier la situation. Se fondant sur les informations finalement communiquées par la CBFA, le parquet a décidé de classer l'affaire sans suite par manque d'éléments à charge.

Il serait permis de penser que cette enquête a été correctement menée, mais le dossier transmis au parquet s'est avéré être une boîte vide, puisque la CBFA n'avait fourni aucune information sur les manipulations boursières. De plus, les informations sur les transactions hors marché seraient trop maigres.

Soit la CBFA a effectivement mené une enquête fouillée sur les accusations sans la transmettre au parquet, soit l'enquête a été bâclée. Dans les deux hypothèses, il y a des raisons de s'inquiéter.

La coopération entre le parquet et la CBFA se déroule-t-elle dans de bonnes conditions et qui procède à son évaluation? Deux substituts néerlandophones pour l'ensemble des délits financiers à Bruxelles-Hal-Vilvorde ne sont-ils pas totalement insuffisants? Le ministre estime-t-il également qu'il faut renforcer le parquet bruxellois? Quelles mesures prendra-t-il en concertation avec le Collège des procureurs généraux et quel est le calendrier qu'il juge réaliste?

14.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): Depuis le 1^{er} avril dernier, le nom de la CBFA a été transformé en "Autorité des services et marchés financiers", ou FSMA dans la version anglaise mais, par souci de clarté, j'utiliserai encore la dénomination CBFA dans ma réponse.

En ce qui concerne les irrégularités qui auraient été commises lors de la négociation de l'action de la Banque nationale de Belgique en 2008 et 2009, la CBFA n'en a constaté aucune. À la suite de nouvelles accusations, la CBFA a réexaminé l'ensemble du dossier et est arrivée à la même conclusion. L'enquête menée par la CBFA n'a par ailleurs livré aucune indication d'infractions à la loi sur la déclaration des participations importantes ni à la loi sur les manipulations de cours.

À la suite d'une plainte, le parquet a demandé des informations détaillées sur les transactions contestées à la CBFA qui a répondu à toutes ses questions. Aucun indice d'irrégularités n'ayant été mis en évidence, le parquet a décidé de classer le dossier sans suite, ce qui montre que les procédures fonctionnent correctement. La collaboration entre le parquet et la CBFA est du reste excellente et je n'ai pas connaissance de graves problèmes entre les deux parties.

Le parquet du tribunal de première instance de Bruxelles compte un cadre de quatre substituts du procureur du Roi, spécialisés en matière fiscale. Deux de ces quatre fonctions sont définitivement remplies par des magistrats, deux à temps partiel. Les emplois vacants ont été annoncés les 18 février et 31 mars 2011 afin d'engager des magistrats bilingues à titre définitif. Le seul candidat à s'être présenté pour le premier poste n'a été pas retenu. Pour ce qui est du second poste, la procédure suit son cours. Des initiatives pourront être prises dès que les résultats définitifs de l'appel à candidature seront connus.

14.03 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): La collaboration entre la CBFA et le parquet fait-elle également l'objet d'une évaluation systématique? Par qui?

14.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): Je suppose qu'évaluation il y a puisque la collaboration se fait sans encombre. Nous fournirons une réponse complémentaire à Mme Van Vaerenbergh.

L'incident est clos.

15 Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur "l'arrestation de deux Belges d'origine rwandaise" (n° 3757)

15.01 Sarah Smeyers (N-VA): Le 22 mars, deux hommes d'origine rwandaise et de nationalité belge auraient été arrêtés pour leur implication présumée dans le génocide rwandais de 1994.

Comment ont-ils obtenu la nationalité belge? Sur la base de quels éléments positifs leur demande a-t-elle été approuvée? Leur dossier contenait-il des irrégularités? Leur passé a-t-il été vérifié par l'Office des Étrangers et la Sûreté de l'État? Depuis combien de temps les intéressés séjournaient-ils dans notre pays avant d'être inculpés? Depuis combien de temps avaient-ils la nationalité belge? Ont-ils été arrêtés à la suite d'une enquête ou l'arrestation a-t-elle eu lieu par hasard? Quel a été le verdict de la chambre du conseil du 28 mars? La nationalité belge leur sera-t-elle retirée s'ils sont jugés coupables?

15.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): Le 23 mars, deux personnes d'origine rwandaise ont été placées sous mandat d'arrêt pour violations graves du droit humanitaire international dans le cadre d'une enquête pénale fédérale. Depuis 2007 et 2010, les intéressés font respectivement l'objet de cette enquête judiciaire sur réquisition du parquet fédéral.

Le 28 mars, les intéressés auraient dû comparaître devant la chambre du conseil de Bruxelles mais la séance a été reportée au 8 avril à leur demande.

Les intéressés ont été reconnus comme réfugiés le 21 octobre 2002 et le 3 décembre 2003; ils ont obtenu la nationalité belge le 13 janvier 2005 et le 15 décembre 2005. Le procureur général de Bruxelles examine s'ils ont obtenu la nationalité par naturalisation ou dans le cadre d'une procédure d'acquisition de la nationalité. Il a demandé des informations sur le déroulement exact des procédures mais n'a pas encore obtenu de réponse.

15.03 Sarah Smeyers (N-VA): Je reposerai la question lorsqu'on saura comment les intéressés ont obtenu la nationalité belge. Pourvu que ce ne soit pas par le biais d'une procédure de naturalisation car, dans ce cas, la responsabilité du Parlement est engagée.

15.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): Le procureur général a demandé des renseignements le 29 mars. La réponse se fera encore un peu attendre.

L'incident est clos.

La **présidente**: Mme Boulet souhaitant interroger le ministre lui-même, sa question n° 3844 est reportée.

La réunion publique est levée à 16 h 24.

De vergadering wordt geopend om 14.34 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Justitie over "de doorlichting, de hervorming en het beheer van de fondsen van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring" (nr. 3359)

01.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): In oktober en november 2010 hebben we de doorlichting, de hervorming en het beheer van de fondsen van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV) besproken naar aanleiding van het ontslag van de directeur van het COIV en het dossier betreffende de 115 miljoen euro die 'per abuis' naar de schatkist werden doorgestort.

De minister van Justitie kondigde toen aan dat er een actieplan zou worden opgesteld om de problemen die uit de audit naar voren kwamen, te verhelpen. Hij kondigde maatregelen aan om een betrouwbare databank te garanderen, een nieuw eenvormig arbeidsproces in te voeren, de dienst intern te reorganiseren en een interne controleregeling in te stellen.

Op 18 juni 2008 zei u dat het COIV voornemens was een overheidsopdracht uit te schrijven inzake het beheer van zijn banktegoeden.

Wat is de stand van zaken met betrekking tot de rechtszaak die de ex-directeur van het COIV tegen de Belgische Staat aanspande ingevolge zijn ontslag? Welk orgaan lichtte het COIV door? Is die audit klaar? Hoe ver is het actieplan gevorderd?

Welk bedrag staat er momenteel op de rekeningen van het COIV? Wat is de stand van zaken met betrekking tot de bankvolmacht voor het beheer van de door het COIV beheerde tegoeden? Werd er een nieuwe overheidsopdracht uitgeschreven?

01.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): In een eenzijdig verzoekschrift bij de Raad van State eist de heer Francis Desterbeck de schorsing van de tenuitvoerlegging evenals de nietigverklaring van het ministerieel besluit van 18 oktober 2010 met betrekking tot zijn ontslag als directeur van het COIV.

Op 28 december 2010 heeft onze raadsman een nota ingediend. De auditeur had een rapport neergelegd dat gunstig was voor ons. Op 24 maart 2011 heeft de Raad van State een arrest geveld waarin het verzoek tot schorsing wordt verworpen.

De audit is afgerond voor de jaren 2003 tot 2009 en wordt voortgezet voor het jaar 2010.

De belangrijkste besluiten hadden betrekking op een onvoldoende follow-up van de bankuittreksels en op dubieuze beleggingen. Heel wat dossiers zijn niet in orde. Op het stuk van beleggingen is het COIV buiten zijn boekje gegaan. Het ontbreken van een echt directieteam en het mank lopende financiële beheer wijzen op algemene problemen op het vlak van structuren, organisatie, bevoegdheden, methoden en beheersinstrumenten.

Op 1 december 2010 werd de adjunct-directeur van het COIV gevraagd zijn actieplan over te zenden, zijn standpunt mee te delen met betrekking tot de financiële risico's die verbonden zijn aan de beleggingen van het COIV en meer uitleg te verschaffen over het waardevast beheer van de portefeuilles van in beslag genomen effecten.

Uit het actieplan, dat op 8 december werd overgezonden, blijkt dat er meteen na de aankondiging van het ontslag van de directeur, een beperkt aantal initiatieven werd genomen om de situatie recht te trekken. Nadat de resultaten van de audit bekend werden, werd bovendien een aantal procedures ingevoerd om uitvoering te geven aan bepaalde aanbevelingen.

Er werd een *roadmap* opgesteld, waarin de prioriteiten en de nadere maatregelen worden vastgesteld.

Heel de COIV-problematiek wordt maandelijks opgevolgd door een overlegcomité, dat bijeenkomt onder leiding van de beleidscel.

Op 31 december 2010 stond er een bedrag van 277.660.932,45 euro op de rekeningen van het COIV. De samenwerking tussen het COIV en ING Bank wordt voortgezet. Het bedrag van 115 miljoen euro werd op 30 december 2010 doorgestort aan de Deposito- en Consignatiekas.

Er werd nog geen overheidsopdracht uitgeschreven, omdat er op verzoek van de minister van Financiën nog moet worden onderzocht hoe de samenwerking tussen het COIV en de Deposito- en Consignatiekas concreet kan worden bestendigd.

01.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Hoewel er verbetering op komst lijkt, ben ik er niet zeker van dat alle problemen van de baan zijn. In een verslag stelt het Rekenhof zich erg kritisch op tegenover het Orgaan.

In 2008 had u aangekondigd dat er een nieuwe overheidsopdracht zou worden uitgeschreven om van bankinstelling te veranderen. Ik stel echter vast dat daar ook niets van in huis is gekomen.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Justitie over "het vervolg van het proces-de Croÿ" (nr. 3360)**

02.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): In het kader van het proces-de Croÿ dreigt de voorzitter van de 49^{ste} kamer op grond van artikel 304 van het Gerechtelijk Wetboek zichzelf te moeten wraken. Dit artikel bepaalt immers dat de rechter, de toegevoegde rechter, de plaatsvervangende rechter, de ambtenaar van het openbaar ministerie, de referendaris of de griffier bij het Hof van Cassatie zich in alle zaken, op straffe van tuchtsanctie als naar recht, moet onthouden, indien hij echtgenoot, bloed- of aanverwant in de rechte lijn of in de tweede graad in de zijlijn is van de advocaat of van de gemachtigde van een der partijen. De wetgever heeft evenwel niet bepaald wat er gebeurt indien, zoals in dit geval, het probleem van een belangenconflict achteraf ontstaat, in een complex dossier dat heel wat analysewerk gevergd heeft, doordat een familielid er als advocaat van de verdediging in opduikt.

Kan u mijn interpretatie met betrekking tot de geest van artikel 304 van het Gerechtelijk Wetboek bevestigen? Bestaan er vergelijkbare precedentes in onze justitiële geschiedenis, of is dit een primeur? Moet het Wetboek niet worden gewijzigd om artikel 304 te verduidelijken?

De minister van Justitie heeft de hoop uitgedrukt dat de Orde van advocaten bij de balie te Brussel advocaat Jansen zou verplichten terug te treden om deontologische en loyaliteitsredenen. Hij heeft ook aangekondigd dat de Vaste Vergadering van korpsscheffs van de rechterlijke orde zich over deze aangelegenheid zou buigen (zie *Beknopt Verslag* 53 COM 148, blz. 40-42).

Werd er sinds 1 maart opnieuw contact opgenomen met de Orde van advocaten bij de balie te Brussel? Tot welk besluit is de Vaste Vergadering van korpsscheffs van de rechterlijke orde gekomen? Wordt rechter Baudri al dan niet van de zaak gehaald, en welke rol speelt de Raad van de Orde in dit dossier?

Vindt u dat de Raad van de Orde, door de laattijdige aanstelling van meester Jansen niet ter discussie te stellen, zijn wettelijke opdrachten naar behoren vervult? In dit geval gaat het om een belangrijk dossier inzake fiscale fraude. Men moet ingrijpen en voorkomen dat het dossier onontvankelijk wordt verklaard.

02.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (Frans): Wat de interpretatie van artikel 304 van het Gerechtelijk Wetboek betreft, heeft er zich in Brussel geen enkel soortgelijk geval voorgedaan.

Het desbetreffende artikel dient inderdaad te worden aangepast, teneinde precedentes – zoals het onderhavige geval – te voorkomen. In casu kan men er immers van uitgaan dat er op een ongerechtvaardigde manier afbreuk wordt gedaan aan het beginsel van de continuïteit van de openbare dienst. Afgezien daarvan – en jammer genoeg – blijkt duidelijk uit de interpretatie van dat artikel 304 dat de wetgever niet in dit specifieke geval heeft voorzien. Ik heb mijn administratie opdracht gegeven om mogelijke jurisprudentie over dit artikel op te sporen. In voorkomend geval lijkt het me aangewezen een wetgevend

initiatief te nemen teneinde dat artikel aan te passen.

Een dergelijke wijziging lijkt mij niet onverenigbaar met de deontologie van de advocaten of met de vrije keuze van de advocaat door de rechtzoekende.

Op 7 maart 2011 werd er door de procureur-generaal bij de hof van beroep te Brussel een nieuwe brief gestuurd naar de Orde van advocaten bij de balie te Brussel. Tot dusver werd hier geen gevolg aan gegeven. De zaak-de Croÿ werd verdaagd naar 4 mei 2011. Het Hof van Cassatie heeft zich nog niet uitgesproken over het beroep dat werd ingesteld tegen het arrest van het hof van beroep te Brussel, waarbij de vordering tot wraking van rechter Baudri onontvankelijk werd verklaard.

Tijdens de bijeenkomst van de Vaste Vergadering van korpschefs op 24 maart 2011 stelde de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie voor om de kwestie te bespreken in het Parlementair Comité belast met de wetsevaluatie. De procureur-generaal te Brussel heeft de Raad van de Orde geattendeerd op de verstrekende precedentwerking van dit incident. De advocaat van de Belgische Staat heeft de zaak tot tweemaal toe aanhangig gemaakt bij de Raad van de Orde bij de balie te Brussel. Tot dusver werd er geen gevolg gegeven aan de brief van de procureur-generaal van 7 maart 2011.

Het is niet aan de minister om zich in de plaats te stellen van de Raad van de Orde. Ik vraag de procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel om mij op de hoogte te houden van deze zaak.

02.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Als de regering geen initiatief neemt, kan ik mij ertoe verbinden om met collega Van Hecke, die hier aanwezig is, zo snel mogelijk een tekst in te dienen. Ondertussen is de zaak nog altijd hangende en ik maak me ernstig zorgen over de vervalltermijnen. Ik denk dat de Orde van advocaten er ook voor moet zorgen dat er recht kan worden gesproken.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Justitie over "de conclusies en de uitvloeisels van zijn bezoek aan de gevangenis van Namen" (nr. 3361)

03.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): De gevangenis van Namen – die onlangs bezoek kreeg van de minister van Justitie – is een gevangenis op mensenmaat, die zich verder onderscheidt door haar stervormige architectuur, haar gevangenisbeleid, dat gericht is op de toekomstige resocialisatie van de gedetineerden, haar centrale ligging, de nabijheid van het openbaar vervoer, de aanvaarding van de gevangenis door de buurtbewoners en de banden met het verenigingsleven. De gevangenis is echter ook verouderd, wat voor het personeel en de gedetineerden tot comfort- en veiligheidsproblemen leidt.

Volgens het masterplan voor de gevangenissen zou deze gevangenisinrichting verdwijnen en plaats moeten ruimen voor de gevangenissen die in Marche en Sambreville zouden worden opgetrokken. Dat kondigde de minister van Justitie enkele maanden geleden aan.

Wat zijn de conclusies van het bezoek van de justitieminister aan de gevangenis van Namen? Zullen er, in het verlengde van dat bezoek, in die gevangenis investeringen worden toegestaan voor de uitrusting of het onderhoud van de infrastructuur, en binnen welke termijnen? Stelt de minister het plan om deze gevangenis te doen verdwijnen niet opnieuw ter discussie? Hoe staat het met de uitvoering van het masterplan wat de nog te bouwen gevangenissen in Marche en Sambreville betreft?

03.02 Staatssecretaris Carl Devlies namens minister van Justitie Stefaan De Clerck (*Frans*): Op 28 februari 2011 heb ik de gevangenis van Namen bezocht. Dat bezoek heeft duidelijk gemaakt welke maatregelen er geboden zijn. In het licht van de problemen en de verouderde staat van de voorzieningen hebben wij beslist de inrichting te sluiten en een nieuwe gevangenis te bouwen.

In de tussentijd moeten we het nog even stellen met de bestaande inrichting. Ik heb daarom een actieplan voor Namen uitgewerkt en overgezonden aan mijn collega die bevoegd is voor de Regie der Gebouwen. Dat plan omvat spoedeisende en prioritaire dossiers met het oog op een beter werkklimaat, meer veiligheid en een adequatere omgeving voor de gedetineerden. Ik heb de heer Reynders verzocht om de hoogste prioriteit te verlenen aan dat dossier en aan de werken die in de gevangenis van Namen moeten worden uitgevoerd,

om ervoor te zorgen dat de inrichting goed kan functioneren. Wat het tijdschema van de werken betreft, verwijs ik u naar de heer Reynders.

Het masterplan wordt uitgevoerd. Er is een begin gemaakt met de bouw van de eerste vier gevangenissen en de voorkeursbieder werd aangeduid. De eindonderhandelingen werden aangevat en de geselecteerde ondernemingen werken thans projecten uit.

De gevangenis van Sambreville maakte aanvankelijk deel uit van de eerste reeks te bouwen gevangenissen. Als gevolg van een aantal problemen werd ze echter omgewisseld met Marche-en-Famenne.

De jongste twee jaar werd een aantal sites in Sambreville bestudeerd. De stad gaf de voorkeur aan de site van Saint-Gobain, die een aantal positieve punten heeft (nabijheid van de justitiegebouwen en toegankelijkheid), maar ook ernstige technische, ecologische, milieu- en veiligheidsrisico's inhoudt (vervuiling, niveauverschillen, activiteiten in de omgeving, enz.). In het licht van die analyse kan de site niet worden aanvaard. Er wordt voortgezocht naar een andere site.

03.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): De minister heeft de gevangenis van Namen bezocht en beslist dat er een actieplan moest komen. Ik moet nu dus de aandacht van de minister die bevoegd is voor de Regie der Gebouwen vestigen op dit dossier. Misschien moeten we hem ook wel eens ter plaatse inviteren?

Met betrekking tot het masterplan zal ik de twee ministers opnieuw ondervragen over de energiezuinigheid van de te bouwen gevangenissen, maar ik heb ook vragen bij het antwoord van de minister over de gevangenis van Sambreville. De ene dag luidt het nog dat men blijft onderhandelen met het Waals Gewest met het oog op de bodemsanering en de volgende dag blijkt dat men dat idee heeft laten varen. Er is nood aan meer duidelijkheid en standvastigheid ten aanzien van de lokale autoriteiten en de omwonenden.

Als ik op uw antwoord mag afgaan, is het project in Sambreville dood en begraven. Dat bleek anders niet uit de jongste gedachtewisseling tussen de minister van Justitie en de Waalse ministers. In afwachting vind ik ook dat er voor een minimum aan comfort en investeringen in de gevangenis van Namen moet worden gezorgd. De werknemers en gedetineerden verdienen dat!

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Linda Musin aan de minister van Justitie over "de toepassing van artikel 19, § 2, van de wet van 2 juni 2010 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde de werking van de mede-eigendom te moderniseren en transparanter te maken" (nr. 3531)

04.01 Linda Musin (PS): In artikel 577-4, § 1, van het Burgerlijk Wetboek staat, ik citeer: 'De basisakte en het reglement van mede-eigendom, die de statuten van het gebouw of van de groep van gebouwen vormen, alsook iedere wijziging die daarin wordt aangebracht, moeten het voorwerp zijn van een authentieke akte.'

Bij de wet van 2 juni 2010 werden daar bepaalde verplichtingen aan toegevoegd. Naar verluidt zijn de notarissen en de syndici het niet eens over de interpretatie van de verplichting om de in de nieuwe wet vervatte eisen en in het bijzonder de eisen die voortvloeien uit artikel 577-4, § 1, te constateren door een authentieke akte.

Uit de opmerkingen van mede-eigenaars aan het adres van syndici blijkt dat de uitgaven die de nieuwe regelgeving meebrengt, in sommige gevallen funest zijn voor het evenwicht van de begroting en soms het gezinsbudget daadwerkelijk in gevaar brengen. In dat opzicht is elke besparing, hoe gering ook, belangrijk.

Kan u bevestigen dat de nieuwe verplichtingen ingevolge artikel 577-4, § 1, niet door een authentieke akte moeten worden geconstateerd? Of, omgekeerd, kan u ons zeggen welke nieuwe bepalingen uit de wet van 2 juni 2010 het voorwerp moeten zijn van een authentieke akte?

04.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): Volgens artikel 19, § 2, van de wet van 2 juni 2010 moet de syndicus binnen het jaar na de inwerkingtreding van deze wet een aan de artikelen 577-3 tot 577-14 van hetzelfde Wetboek aangepaste versie van de bestaande basisakte, het reglement van mede-eigendom en het huishoudelijk reglement ter goedkeuring aan de algemene vergadering voorleggen. De verplichting om

een en ander te coördineren berust dus bij de syndicus.

Volgens de aangepaste versie van het reglement van mede-eigendom moet er geen authentieke akte opgesteld worden. De vereniging van mede-eigenaars kan daar echter anders over beslissen. Als de basisakte gewijzigd moet worden, moet de gecoördineerde versie met de wijziging in de authentieke akte opgenomen worden.

04.03 Linda Musin (PS): Alles hangt dus af van de wijziging van de basisakte. Die bijkomende aktes betekenen extra werk voor de notarissen, waardoor de kassa voor hen nog wat meer rinkelt.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Justitie over "de tolerantie met betrekking tot de snelheidsovertredingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" (nr. 3635)

05.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): De flitspalen in de politiezone Brussel-West worden afgesteld om te flitsen vanaf 56 kilometer per uur in een zone 30 en vanaf 76 kilometer per uur waar slechts 50 kilometer per uur mag worden gereden, omdat anders te veel pv's onbehandeld zouden blijven. Het staat een procureur uiteraard vrij om een bepaald vervolgingsbeleid uit te stippelen, maar hier wordt toch wel zeer laks omgesprongen met de verkeerswetgeving.

Kan de minister deze situatie bevestigen? Geldt deze aanpak in het hele Brussels Hoofdstedelijk Gewest of alleen in deze specifieke politiezone? Is een afwijking van bijna 30 kilometer per uur te verantwoorden? Hoe zijn de flitspalen in andere politiezones of arrondissementen afgesteld? Wie beslist over de afstelling van de flitspalen?

05.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Het strafrechtelijke beleid ter zake is opgenomen in de circulaire van het College van procureurs-generaal, COL11/2006, herzien op 27 augustus 2007. Deze richtlijnen doen echter geen afbreuk aan de appreciatiebevoegdheid van de procureur des Konings.

De enorme toename van het aantal vaststellingen heeft het parket van Brussel ertoe genoopt de impact ervan op de strafrechtelijke keten te onderzoeken. Het parket moet zich namelijk richten op de capaciteit waarover de politierechtbanken en de strafuitvoeringsdiensten beschikken. Hierover is er maandelijks overleg tussen het parket, de Brusselse politiezones en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De Brusselse procureur des Konings komt niet tussen in het afstellen van de flitspalen. Het beleid van het Brusselse parket is zeker niet laks, want de snelheidsdossiers worden binnen een termijn van twee maanden vastgesteld.

Indien het aantal vaststellingen verder toeneemt zal er een oplossing moeten komen om de behandelingstermijn redelijk te houden. In mijn nota Strafwetgeving heb ik voorgesteld om het procesinitiatief om te keren en aan de minnelijke schikking, onder bepaalde voorwaarden, een uitvoerbare titel toe te kennen. Het College van procureurs-generaal heeft een voorstel in die zin uitgewerkt en dit wordt momenteel onderzocht door de dienst Wetgeving. Ook werd advies gevraagd aan staatssecretaris Schouppe en aan de lokale en federale politie.

Het College heeft de coördinatie van de fraudebestrijding in de twaalf bouwstenen opgenomen. Daarin zit ook een voorstel met betrekking tot de onmiddellijke inning, het bevel tot betaling en een omkering van de aanpak inzake onmiddellijke inning.

05.03 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Als er een capaciteitsprobleem is, dan heeft er toch iemand een signaal gegeven aan de politiediensten om niet te streng te zijn. Heeft de procureur dat signaal gegeven?

Wie heeft die beslissing uiteindelijk genomen en werd zij genomen op suggestie van de procureur des Konings? Dat men in een zone 30 een snelheid tot 56 km per uur toelaat en in een zone 50 zelfs 76 km, is een schande. Het is onaanvaardbaar dat niet wordt ingegrepen.

05.04 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Ik moet toegeven dat het antwoord niet volledig is, maar eventuele beslissingen worden genomen binnen het kader van het maandelijks overleg tussen het Brusselse parket, de Brusselse politiezones en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

05.05 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Dit gebeurt dus met de goedkeuring van de procureur des Konings en die valt onder de bevoegdheid van de minister van Justitie, dus is hij ook politiek verantwoordelijk.

05.06 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Ik herhaal dat de procureur des Konings niet persoonlijk tussenbeide komt. Wat de vragen over de precieze snelheden betreft, zal ik dit navragen en de commissie het antwoord meedelen.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer André Frédéric aan de minister van Justitie over "de staat van de gebouwen van de gevangenis van Verviers" (nr. 3644)**

06.01 André Frédéric (PS): De minister van Justitie heeft samen met de staatssecretaris voor Begroting de site bezocht. Hij erkende dat de gevangenis in Verviers in zo'n belabberde toestand verkeert dat het ontsnappingen in de hand werkt. Volgens de minister zou de stabiliteit van het gebouw niet in het gedrang komen. De Regie der Gebouwen heeft een studie besteld bij een architectenbureau.

In uw antwoord op een vraag van de heer Landuyt van 22 maart heeft u verschillende opties opgesomd: een renovatie van het huidig gebouw dan wel de bouw van een volledig nieuw gebouw op een andere site (zie *Beknopt Verslag* 52 COM 163 blz. 2-3). Die uitspraak deed heel wat stof opwaaien in de plaatselijke media van Verviers en omgeving en heeft veel reacties uitgelokt, waaronder die van de burgemeester, die over deze kwestie nooit werd geraadpleegd, en evenmin was uitgenodigd voor het bezoek van de minister...

Hoe verklaart de minister van Justitie dat de Regie der Gebouwen sinds 2008 haar voogdijminister noch de medewerkers van de FOD Justitie op de hoogte heeft gebracht van de staat waarin die gevangenis verkeert? Hoe verklaart u dat de burgemeester van Verviers nooit geïnformeerd werd over noch betrokken werd bij de inventarisatie van de problemen ter plaatse? Zal de minister in de toekomst het advies inwinnen van de burgemeesters van de gemeenten die betrokken zijn bij een eventuele nieuwbouw?

06.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Frans*): Aangezien het antwoord op deze vraag in de eerste persoon geformuleerd is, veronderstel ik dat de minister het zelf heeft opgesteld.

In de gevangenis van Verviers doen zich heel wat problemen voor en er moeten op verschillende plaatsen in het gebouw dringend werken worden uitgevoerd (gevaar voor vallende stenen, vochtigheidsproblemen, gevels die aan stevigheid hebben ingeboet).

Wat de diensten van Justitie betreft, werd de alarmbel eind december geluid, door de directeur van de gevangenis van Verviers. Tot dan waren we niet op de hoogte van de ernst van de situatie. Eind februari werd duidelijk dat er zo snel mogelijk moest worden ingegrepen. We zijn dan onmiddellijk in actie gekomen. Voor uw andere vragen verwijs ik u naar mijn collega die bevoegd is voor de Regie der Gebouwen.

Ik heb ter plaatse kunnen vaststellen dat er problemen waren met de infrastructuur. Het is niet de gewoonte een burgemeester te betrekken bij een werkbezoek. Als blijkt dat het nodig is een nieuw gebouw op te trekken, zal de burgemeester daarvan zeker te gepasten tijde op de hoogte worden gebracht.

06.03 André Frédéric (PS): Wanneer men zulke ernstige problemen vaststelt in een gevangenis, lijkt het me maar normaal en correct de burgemeester daarvan op de hoogte te brengen.

Er zou al in verschillende gemeenten gesproken zijn over de bouw van een nieuwe gevangenis. Ik wens dat de betrokken burgemeester in voorkomend geval geïnformeerd wordt.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de Cannabis Social Club" (nr. 3651)**

07.01 Bert Schoofs (VB): Een Antwerpse vereniging, de Cannabis Social Club, laat zijn leden blijkbaar individueel een cannabisplant kweken, waaraan dan het naamkaartje komt te hangen van de betrokken latere gebruiker.

Is er inderdaad een gedoogbeleid, waardoor zowel de vereniging als haar leden ontsnappen aan rechtsvervolging? Vanwaar komt dat beleid? En zoniet, wanneer zal dan worden opgetreden tegen deze vereniging?

07.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): De federale politie kreeg in 2010 ongeveer 950 meldingen binnen van cannabiskweekplaatsen of -plantages, zonder enige link evenwel naar de Cannabis Social Club. De vzw Trekt Uw Plant, die zich een cannabis social club noemt, maakt zich sterk dat een gezamenlijke kweek voor individueel gebruik niet kan worden vervolgd. De vzw verwijst hiervoor naar de gemeenschappelijke richtlijn van 2005 van de minister van Justitie en het College van procureurs-generaal over de prioriteiten in het opsporings- en vervolgingsbeleid inzake drugs. De mate van prioriteit inzake de vervolging heeft te maken met het bezit van cannabis, al dan niet voor persoonlijk gebruik.

Hier gaat het erom dat het drugsgebruik van een ander persoon wordt vergemakkelijkt en dat is een inbreuk. De opzet van de vereniging valt aldus duidelijk buiten de omschrijving van de richtlijn en de feiten geven aanleiding tot vervolging. Tot nu toe is er echter nog geen plantage ontdekt, hoewel de vzw wel beweert over twee of drie locaties te beschikken. De vzw en haar verantwoordelijken werden in Antwerpen al eerder strafrechtelijk vervolgd. In zijn arrest van 26 juni 2008 oordeelde het hof van beroep te Antwerpen dat de feiten waren verjaard, na te hebben geoordeeld dat deze vielen onder het bezit voor persoonlijk gebruik. Een andere zaak betrof bepaalde protestacties van de vzw, maar volgens het hof van beroep te Antwerpen kon niet worden bewezen dat de beklaagden aldus ook daadwerkelijk aanzetten tot drugsgebruik.

07.03 Bert Schoofs (VB): Er is dus helaas nog sprake van een laagste vervolgingsprioriteit. De betrokken vereniging bezondigt zich duidelijk aan interpretatiefouten. Ik hoop dan ook dat men consequent verder vervolgt en dat men de vereniging probeert te betrappen op het uitbaten van plantages, die in dat geval ook meteen moeten worden opgedoekt.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "de wederzijdse erkenning van strafvonnissen binnen de Europese Unie" (nr. 3663)

08.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): In de overbevolkte Belgische penitentiaire instellingen verblijven bijna 11.000 gedetineerden. De helft daarvan heeft niet de Belgische nationaliteit. Het kaderbesluit van de Europese Raad van 27 november 2008 inzake de toepassing van het beginsel van wederzijdse erkenning van strafvonnissen biedt de mogelijkheid dat een onderdaan van een EU-lidstaat zijn straf uitzit in zijn thuisland. Tegen 5 december 2011 moeten alle lidstaten voldoen aan de bepalingen van het besluit.

Zal ons land tegen 5 december klaar zijn met de omzetting?

08.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Het is uiteraard de bedoeling dat België tegen 5 december 2011 voldoet aan de bepalingen van het kaderbesluit van 27 november 2008. In welke mate de actuele politieke situatie de timing en het verloop van de voorbereidingen zal beïnvloeden, is moeilijk te voorspellen. De vereiste initiatieven worden in ieder geval genomen. De dienst Europees Strafrecht van de FOD Justitie werkt momenteel een wetsontwerp uit om de omzetting van het kaderbesluit te regelen. Volgens planning zou dat over enkele weken klaar moeten zijn. Daarna kan de klassieke wetgevende procedure worden opgestart. Er moet onder meer worden uitgeklaard welke autoriteit bevoegd zal zijn om kennis te nemen van de overbrengingsaanvragen. Ook zijn er nog consultaties nodig met de gerechtelijke instanties. Er worden geen aanzienlijke problemen verwacht bij de omzetting.

08.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Hopelijk komt dit snel op de agenda. Als onderdanen van andere Europese lidstaten niet meer in onze gevangenissen moeten verblijven, dan is dat een belangrijke stap in de juiste richting.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Laurent Devin aan de minister van Justitie over "de werklust die sommige gerechtelijke onderzoeken voor de politiezones meebrengen" (nr. 3732)

09.01 Laurent Devin (PS): Voor alle inbreuken die het parket in behandeling neemt, worden er onderzoeken en bijkomende onderzoekshandelingen verricht. Afhankelijk van het aantal, de precisie of de complexiteit van die onderzoeken duren de procedures vaak langer dan gedacht en wordt er soms niet ingegaan op verzoeken om bijkomende onderzoekshandelingen.

De voorbije jaren konden de contacten tussen advocaten en magistraten gerationaliseerd worden dankzij de kalender voor de uitwisseling van conclusies. Zou men niet een soortgelijk instrument kunnen invoeren voor de politie en het parket? Hebben uw diensten al overwogen om de politiezones te helpen bij de verwerking van de verzoeken van de parketten? Zou de parketten niet gevraagd kunnen worden hun verzoeken te beperken?

09.02 Staatssecretaris Carl Devlies namens minister van Justitie Stefaan De Clerck (*Frans*): Er werden tal van initiatieven genomen om de beschikbare gerechtelijke capaciteit zo goed mogelijk te benutten: maatregelen om de politie van een aantal administratieve taken te ontlasten, de coördinatie van de gerechtelijke onderzoeken en het verbod op nutteloze onderzoekshandelingen.

Zo worden de taakverdeling, de samenwerking, de coördinatie en de integratie tussen de lokale en de federale politie inzake de opdrachten van gerechtelijke politie geregeld bij de ministeriële richtlijn van 20 februari 2002.

De technieken van het ambtshalve politieel onderzoek en het vereenvoudigd proces-verbaal werden door het College van procureurs-generaal officieel bekrachtigd in de omzendbrief van 15 juni 2005.

De wetgever heeft bij de wet van 17 juni 2004 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet een aantal overtredingen gedepenaliseerd en het opleggen van administratieve sancties door de gemeenten mogelijk gemaakt.

Bij de wet van 7 februari 2003 werd een bevel tot betaling ingevoerd dat door de procureur des Konings wegens bepaalde verkeersovertredingen wordt opgelegd.

Het College van procureurs-generaal heeft bij de omzendbrief van 18 mei 2010 beslist dat er bij belangrijke en complexe zaken duidelijke overeenkomsten zullen worden gesloten met betrekking tot de afbakening van het onderwerp, de in te zetten capaciteit en de duur van de onderzoeken.

Een gezamenlijke richtlijn van 1 december 2006 van de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie regelt de vereenvoudiging van bepaalde administratieve taken van de lokale politie, en de verlichting van die werklust. De FOD Binnenlandse Zaken bestelde in 2010 een wetenschappelijke studie bij de Universiteit Gent, teneinde de inventaris op te maken van de taken die bij wet aan de politie worden toevertrouwd. Bij de wet van 6 april 2010 wordt de lokale politie ontheven van een aantal taken op dat gebied, doordat de wijze van betekening in strafzaken afgestemd wordt op de betekening in burgerlijke zaken.

09.03 Laurent Devin (PS): U moet dit pad verder bewandelen. Ik ken de interne werking van de lokale politie. De betrekkingen kunnen nog beter geolied verlopen, met het oog op het welzijn van de burger!

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Laurent Devin aan de minister van Justitie over "dubbel betaalde verkeersboetes" (nr. 3733)

10.01 Laurent Devin (PS): In zijn rapport maakt de federale ombudsman melding van dubbel betaalde verkeersboetes. Het zou gaan om 400 dubbele betalingen per dag. De overheid zou zo maar liefst 2,5 miljoen euro incasseren, een bedrag waar ze eigenlijk geen recht op heeft.

Worden de justitiabelen verwittigd indien ze dezelfde boete twee keer hebben betaald? Zo niet, welke

procedure moeten ze volgen? Waarom duurt het zo lang voordat hun aanvragen tot terugbetaling worden behandeld?

10.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Frans*): Ik veronderstel dat u op de betaling van de onmiddellijke inningen doelt. De vertegenwoordigers van het expertisenetwerk Verkeer van het College van procureurs-generaal hebben die ernstige gebreken al ettelijke keren aangekaart. Ze zijn toe te schrijven aan het feit dat de procedure voor de betaling van de onmiddellijke inningen onvoldoende is geautomatiseerd. Die procedure zou moeten worden bijgestuurd, zodat de terugbetaling aan de betrokkene automatisch kan gebeuren. Vandaag bestaat de enige andere mogelijkheid erin zich te richten tot het lokale ontvangkantoor der domeinen en penale boeten.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Justitie over "het te grote aantal kinderen en adolescenten dat ter observatie wordt opgenomen" (nr. 3735)**

11.01 **Muriel Gerkens** (Ecolo-Groen!): De overleggroep jeugdzorg van het Plate-forme namuroise de concertation en santé mentale deelt in een brief mee dat er misbruik en buitensporig gebruik wordt gemaakt van de procedure om kinderen en adolescenten ter observatie op te nemen. Bovendien worden de voorgeschreven criteria niet steeds in acht genomen.

Ik stelde de minister van Volksgezondheid hierover al een vraag op 16 maart jongstleden (zie *Beknopt Verslag* 53 COM 160, blz. 10-12). Ze antwoordde me dat de beslissing om iemand in observatie te plaatsen en ook de beslissing waar die persoon ter observatie wordt opgenomen, door Justitie wordt genomen. Ze voegde er nog aan toe dat deze problemen aan bod zouden komen in het kader van de evaluatie van de FOR K-bedden. De evaluatie van de wet van 1990 en de eventuele wijziging van die wet behoren evenwel tot de bevoegdheid van Justitie.

Met toepassing van het aanhangsel bij het protocol 'FOR K' van december 2008 werden er zes nieuwe eenheden van acht bedden opgericht voor de intensieve behandeling van jongeren. Jongeren die worden geplaatst met toepassing van de wet van 26 juni 1990 moeten hiervan gebruik kunnen maken. Op de interministeriële conferentie van 20 december jongstleden werd er beslist het protocol 'FOR K' te evalueren.

Hebt u de brief van die overleggroep ontvangen? Zo ja, wat hebt u daarop geantwoord? Hebt u weet van de uitwassen bij de toepassing van deze procedure en hebt u al maatregelen genomen? Zal met dit aspect rekening worden gehouden bij de evaluatie van het proefproject 'FOR K'? Zal de toepassing van de wet van 1990 worden getoetst en weet men nu al op welke punten ze zal moeten worden bijgeschaafd? Kunt u denksproten voor oplossingen aanreiken?

11.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Frans*): Aangezien het antwoord zeer lang en zeer technisch is, stel ik voor om het u schriftelijk te bezorgen.

11.03 **Muriel Gerkens** (Ecolo-Groen!): In dat geval is het beter dat u mij de documenten overhandigt. De vraag zal dus wellicht moeten worden omgezet in een schriftelijke vraag?

De **voorzitter**: De vraag is al gesteld.

11.04 **Muriel Gerkens** (Ecolo-Groen!): Dan stel ik voor mijn vraag te schrappen.

11.05 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Frans*): Uw vraag zal nog worden behandeld als schriftelijke vraag. Bijgevolg zal ze worden gepubliceerd.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van mevrouw Valérie De Bue aan de minister van Justitie over "de commissies van toezicht bij de strafinrichtingen" (nr. 3803)**

12.01 Valérie De Bue (MR): Elke strafinrichting beschikt over een commissie van toezicht, die controleert hoe de gedetineerden worden behandeld en die erop toeziet dat de regels met betrekking tot de gedetineerden worden nageleefd. In de Brugse gevangenis werd die commissie opgedoekt.

Is dat ook het geval geweest in andere gevangenissen? Hoe zal u waarborgen dat de penitentiaire instellingen afdoend worden gecontroleerd? Hebt u een plan uitgewerkt om de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen te versterken?

12.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Frans): In drie gevangenissen is er geen commissie van toezicht: Brugge, Ruislede en Dinant. Wat de gevangenissen van Brugge en Ruislede betreft, heeft de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen initiatieven genomen om de eerste commissie van Brugge-Ruislede opnieuw samen te stellen nadat alle oorspronkelijke leden gezamenlijk hun ontslag hadden ingediend. Na enkele vergeefse pogingen heeft de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen – met succes – de eerste voorzitter van het hof van beroep te Gent gecontacteerd, evenals de provinciale raad van West-Vlaanderen van de Orde van geneesheren. Vervolgens werd er op 23 maart 2011 een vergadering georganiseerd in de gebouwen van het hof van beroep te Gent. Dankzij die ontmoeting liggen er nu twaalf kandidaturen voor bij de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen, die zich er tijdens zijn vergadering van morgen over zal uitspreken.

Wat de commissie van toezicht van de Ieperse gevangenis betreft, hebben de zetelende arts en magistraten de maximumleeftijd bereikt. De arts heeft zich ertoe verbonden een vervanger voor te dragen.

Jarenlang was er maar één commissie van toezicht voor de gevangenissen van Dinant en Saint-Hubert. Op voorstel van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen vaardigde de minister van Justitie het ministerieel besluit van 7 februari 2011 uit. Deze beslissing houdt in dat er twee commissies van toezicht moeten samengesteld worden. Voor Saint-Hubert werd reeds het nodige gedaan, voor Dinant zijn de voorbereidingen aan de gang.

Naar aanleiding van het laatste jaarverslag van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen, dat op 2007 betrekking heeft, werden de aanbevelingen op verschillende vergaderingen besproken met de raad van het Directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen. De minister zelf heeft een ontmoeting gehad met de voorzitter en de leden van de Toezichtsraad, en met de leden van de commissies van toezicht van alle gevangenissen. Ondertussen werd er rekening gehouden met de meeste aanbevelingen die in het verslag geformuleerd worden.

De Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen zal zijn verslag voor de jaren 2008-2010 binnenkort indienen. Ter gelegenheid van de presentatie van dat verslag zal de minister de Raad opnieuw ontmoeten.

12.03 Valérie De Bue (MR): De ombudsman vestigt de aandacht op de behandeling van de klachten. Er moeten nog uitvoeringsbesluiten worden uitgevaardigd, maar dat is nog altijd niet gebeurd. Het wettelijke kader moet worden vervolledigd. Het verslag is ook interessant omdat het het gebrek aan middelen van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen onder de aandacht brengt.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter:** Vraag nr. 3831 wordt in onderling akkoord omgezet in een schriftelijke vraag.

13 Vraag van de heer Ben Weyts aan de minister van Justitie over "de vrijlating van de gangster die een politieman neerschoot" (nr. 3842)

13.01 Ben Weyts (N-VA): De vrijlating van de gangster die eind november 2009 een politieman neerschoot, heeft heel wat politiemensen geschokt.

Waren de betaling van een geldsom en het verbod om het land te verlaten de enige voorwaarden voor de vrijlating? Wie heeft de vrijlating gevorderd? Heeft het openbaar ministerie zich tegen de vrijlating verzet? Welke betrokkenen werden vooraf op de hoogte gebracht van de vrijlating?

Vorig jaar zou het College van procureurs-generaal een rondzendbrief hebben opgesteld die bepaalt dat

dergelijke misdrijven daadwerkelijk en streng moeten worden vervolgd.

Wat is in het licht daarvan het standpunt van de staatssecretaris over deze vrijlating?

13.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Op 15 juni 2010 werd een bevel tot aanhouding afgeleverd door de onderzoeksrechter. Op 15 maart 2011 werd dit onder de volgende voorwaarden opgeheven: storting van een borgsom van 2.500 euro, het verbod zich naar het buitenland te begeven, iedere woonstverandering moet onmiddellijk aan de onderzoekers worden gemeld en de verdachte moet bij elke vraag daartoe onmiddellijk verschijnen bij alle onderzoeksdaden en proceshandelingen. De wet op de voorlopige hechtenis voorziet niet in een rechtsmiddel tegen een dergelijke beslissing van de onderzoeksrechter.

Op 22 maart 2011 werd door de raadkamer bevolen dat de betrokkene onmiddellijk in vrijheid moest worden gesteld op voorwaarde dat de borgsom van 2.500 euro was gestort en mits naleving van de andere opgelegde voorwaarden. Het openbaar ministerie heeft tegen deze beschikking beroep aangetekend.

Op 25 maart 2011 werd het bewijs van de borgsom voorgelegd. De procureur-generaal is van oordeel dat na betaling van de borgsom de betrokkene in vrijheid moest worden gesteld, gelet op de beschikking van de onderzoeksrechter, waartegen geen enkel rechtsmiddel open staat. De raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling kunnen in een dergelijk geval de hechtenistoestand van de betrokkene niet verzwaren.

De onderzoeksrechter heeft de directeur van de gerechtelijke federale politie te Hasselt, de politiedienst die het onderzoek voert, de dienst CGO/CGOT/G te Brussel en de gevangenisdirectie op 15 maart 2011 van zijn beschikking op de hoogte gesteld.

Het College van procureurs-generaal heeft inderdaad op 26 februari 2008 een circulaire opgesteld betreffende gewelddaden ten aanzien van personen in een openbaar ambt of die een taak van openbare dienst of algemeen belang waarnemen en in contact komen met publiek.

Ten slotte maken de feiten in kwestie het voorwerp uit van een gerechtelijk onderzoek dat nog lopende is.

13.03 **Ben Weyts** (N-VA): Het minste dat wij zouden verwachten is een circulaire, niet alleen voor slachtoffers die gezagsfuncties bekleden, maar voor alle slachtoffers.

Het incident is gesloten.

14 **Vraag van mevrouw Kristien Van Vaerenbergh aan de minister van Justitie over "mogelijke frauduleuze handel in het aandeel van de Nationale Bank van België" (nr. 3850)**

14.01 **Kristien Van Vaerenbergh** (N-VA): In 2008 en 2009 werden met de aandelen van de Nationale Bank van België een reeks beurstransacties uitgevoerd, waarbij technieken zouden zijn gebruikt om de slotkoersen negatief te beïnvloeden. Daartoe zouden de verantwoordelijken ook transacties buiten beurs hebben verricht met heel belangrijke aantallen aandelen en zou de transparantiewetgeving niet zijn nageleefd. Een onderzoek zou klaarheid kunnen brengen in deze zaak, maar dat is tot nu toe nog niet op een grondige wijze gebeurd, omdat de CBFA daar zeer lang mee heeft gewacht. Op basis van de uiteindelijke informatie van het CBFA heeft het parket besloten om de zaak te seponeren bij gebrek aan bezwarende elementen.

Men zou kunnen denken dat dit onderzoek degelijk werd uitgevoerd, maar het dossier dat het parket ontving, bleek een lege doos te zijn, vermits de CBFA geen enkele informatie doorspeelde over de beursmanipulaties. Bovendien zou de informatie over de buitenbeurstransacties te beperkt zijn geweest.

Ofwel heeft de CBFA de aantijgingen inderdaad volledig onderzocht, maar heeft ze die niet doorgestuurd naar het parket, ofwel was er geen degelijk onderzoek. In beide gevallen is er reden tot bezorgdheid.

Verloopt de samenwerking tussen het parket en de CBFA naar behoren en wie evalueert die? Zijn slechts twee Nederlandstalige substituten voor alle financiële misdrijven in Brussel-Halle-Vilvoorde niet absoluut onvoldoende? Vindt de minister ook dat het Brusselse parket moet worden versterkt? Welke maatregelen zal

hij nemen in overleg met het College van procureurs-generaal en op welke termijn acht hij die haalbaar?

14.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Sinds 1 april voert de CBFA de benaming 'Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten', of FSMA in de Engelse versie, maar voor alle duidelijkheid zal ik het hier nog hebben over de CBFA.

Wat de vermeende onregelmatigheid betreft bij de verhandeling van het aandeel van de Nationale Bank van België in 2008 en 2009, heeft de CBFA geen enkele onregelmatigheid kunnen vaststellen. Naar aanleiding van hernieuwde aantijgingen heeft de CBFA het dossier een tweede maal volledig onderzocht, wat leidde tot dezelfde conclusie. Het onderzoek door de CBFA heeft overigens geen enkele aanwijzing opgeleverd van inbreuken op de wet op de kennisgeving van belangrijke deelnemingen of op de wet inzake koersmanipulatie.

Ten gevolge van een klacht heeft het parket aan de CBFA gedetailleerde informatie gevraagd over de betwiste transacties. De CBFA heeft alle vragen van het parket beantwoord. Ook hier waren geen aanwijzingen van onregelmatigheden, waarna het parket het dossier heeft geseponeerd. Eén en ander illustreert dat de procedures goed werken. Overigens verloopt de samenwerking tussen parket en CBFA zeer goed en heb ik geen weet van ernstige problemen tussen beide partijen.

Voor het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel geldt een kader van vier substituten-procureur des Konings, gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden. Twee van de vier ambten zijn definitief ingevuld door magistraten, twee tijdelijk. Met het oog op een definitieve invulling door tweetalige magistraten werden vacatures aangekondigd op 18 februari en 31 maart 2011. Voor de eerste plaats werd de enige kandidaat niet weerhouden, voor de tweede plaats loopt de procedure nog. Als we de definitieve resultaten kennen van de oproep, kunnen we initiatieven nemen.

14.03 **Kristien Van Vaerenbergh** (N-VA): Wordt de samenwerking tussen de CBFA en het parket ook systematisch geëvalueerd? Door wie?

14.04 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Ik ga ervan uit dat er een evaluatie is, vermits de samenwerking zonder problemen verloopt. We zullen mevrouw Van Vaerenbergh hierover nog een bijkomend antwoord bezorgen.

Het incident is gesloten.

15 **Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de minister van Justitie over "de arrestatie van twee Belgen van Rwandese origine" (nr. 3757)**

15.01 **Sarah Smeyers** (N-VA): Op 22 maart zouden twee mannen van Rwandese afkomst met de Belgische nationaliteit aangehouden zijn op verdenking van betrokkenheid bij de Rwandese genocide van 1994.

Hoe hebben zij de Belgische nationaliteit verkregen? Op basis van welke positieve elementen werd hun aanvraag goedgekeurd? Bevatte hun dossier onregelmatigheden? Werd hun verleden door de DVZ en de Staatsveiligheid nagetrokken? Hoe lang verbleven de betrokkenen al in ons land vooraleer zij in verdenking werden gesteld? Hoe lang hadden zij al de Belgische nationaliteit? Werden ze aangehouden na een onderzoek of gebeurde dit eerder toevallig? Wat was het verdict van de raadkamer op 28 maart? Zal de Belgische nationaliteit worden ingetrokken als zij schuldig worden bevonden?

15.02 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): Op 23 maart werden twee personen van Rwandese afkomst onder aanhoudingsmandaat geplaatst wegens ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht en dit in het kader van een federaal strafonderzoek. De betrokkenen maken respectievelijk sinds 2007 en 2010 het voorwerp uit van dit gerechtelijk onderzoek op vordering van het federaal parket.

Op 28 maart hadden de betrokkenen voor de raadkamer van Brussel moeten verschijnen, maar op hun vraag werd de zitting uitgesteld tot 8 april.

De betrokkenen werden erkend als vluchteling op 21 oktober 2002 en 3 december 2003 en verkregen de Belgische nationaliteit op 13 januari 2005 en 15 december 2005. De procureur-generaal van Brussel

onderzoekt of de betrokkenen de nationaliteit verworven hebben door naturalisatie of in het kader van rechtspleging inzake nationaliteitsverwerving. Hij heeft inlichtingen gevraagd over het precieze verloop van de procedures, maar kreeg nog geen antwoord.

15.03 Sarah Smeyers (N-VA): Ik zal mijn vraag opnieuw stellen als uitgeklaard is op welke manier de betrokkenen Belg geworden zijn. Hopelijk niet door een naturalisatieprocedure, want dan is het Parlement verantwoordelijk.

15.04 Staatssecretaris **Carl Devlies** (*Nederlands*): De procureur-generaal heeft op 29 maart inlichtingen gevraagd. We zullen nog even moeten wachten op een antwoord.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Omdat mevrouw Boulet de minister zelf wil ondervragen, wordt haar vraag nr. 3844 uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.24 uur.